

en réponse au P.C. de l'U.R.S.S.

un pas en arrière

pour l'égalité, devant les masses soviétiques.

C'est un événement aux conséquences considérables, car si leur campagne pour la réhabilitation de Staline et contre la déstalinisation n'a pas la moindre chance de provoquer un écho parmi les ouvriers et paysans soviétiques, une campagne en faveur de l'égalité et contre les privilèges matériels de la bureaucratie soviétique, à toutes les chances de trouver une réaction favorable de la part de la classe ouvrière soviétique. Elle pourrait déclencher des réactions en chaîne de grande envergure. Il suffit de remarquer que les dirigeants chinois accusent à présent Khrouchtchev de s'opposer aux grèves des ouvriers en Union Soviétique...

D'autre part, il est manifestement impossible pour les dirigeants chinois de mener une campagne intense contre l'inégalité en Union Soviétique, et d'afficher en même temps une attitude complaisante envers l'introduction d'inégalités croissantes dans leur propre pays. A cet égard, la campagne contre l'inégalité sociale en Union Soviétique indique que les inégalités sociales en Chine sont moins développées qu'en Union Soviétique.

L'effort entrepris pour réhabiliter Staline, au même moment où ils s'attaquent à l'inégalité sociale comme la source de la dégénérescence de l'Etat soviétique, conduit les dirigeants chinois à de vertigineuses acrobaties dans le cadre de leur argumentation. Il est facile de prouver, qu'au temps de Staline le « maximum » des salaires (limitation des revenus des membres du parti exerçant des fonctions de cadres dans l'Etat et l'économie, au niveau des revenus des ouvriers qualifiés) fut aboli en 1930 ; qu'au temps de Staline, non seulement l'inégalité sociale

prit des proportions monstrueuses, mais elle devint un dogme officiel, la tradition bolchevique de lutte contre l'inégalité sociale étant officiellement proscrite comme « de l'égalitarisme petit-bourgeois ». Du temps de Staline, cette inégalité sociale fut institutionnalisée, par exemple, par l'établissement de droits d'inscription élevés pour accéder à l'enseignement supérieur. Les auteurs du 9^e article chinois ne peuvent réfuter cet état de choses. Aussi, ils admettent qu'il est indéniable qu'avant la mort de Staline, un certain nombre de gens bénéficiaient d'un régime de hauts salaires et des cadres avaient dégénéré en éléments bourgeois. Mais ils ne présentent pas la moindre preuve lorsqu'ils affirment que seuls « certains » cadres avaient dégénéré du temps de Staline. Le fait est que l'ensemble des hauts fonctionnaires de l'Etat, du Parti et de l'organisation économique, en tant que couche sociale, bénéficiait au temps de Staline, de monstrueux privilèges matériels, les membres de la direction suprême du Parti détenant entre autres choses le privilège d'aller dans des « magasins réservés » où ils pouvaient se procurer (parfois à titre gratuit), toutes sortes de produits de luxe introuvables pour le commun des mortels.

Les auteurs du 9^e article « oublient » aussi que la lutte de Staline contre le trotskysme, qui disent-ils « permit d'écraser le vain complot de restauration capitaliste en Union soviétique tramé par la bourgeoisie », fut en réalité une lutte contre ceux qui s'opposèrent d'une manière conséquente aux éléments privilégiés. Ils « oublient » que la lutte menée par Trotsky contre la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique fut conduite sous le mot d'ordre fondamental « Pour une plus grande égalité ! ».

Khrouchtchev favorise une restauration capitaliste ?

L'argumentation acrobatique des rédacteurs chinois s'imposait dans le but manifeste de prouver que bien qu'il existait déjà une grande inégalité au temps de Staline, « avant l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir, les couches privilégiées n'occupaient pas une position dominante dans la société soviétique. Leurs activités étaient limitées et sanctionnées. Mais depuis que Khrouchtchev a pris le pouvoir... ces nouveaux bourgeois sont parvenus à des positions dominantes au sein du Parti et du gouvernement, et dans les domaines économique, culturel et autres, et sont devenus une couche privilégiée de la société soviétique ».

Les dirigeants chinois n'apportent pas les moindres preuves pour étayer leurs

allégations. Même leur thèse selon laquelle l'inégalité sociale s'est développée sous Khrouchtchev est sujette à caution. Les différences de salaires ont indéniablement été réduites depuis l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev, les rémunérations les plus faibles étant substantiellement augmentées, les plus fortes légèrement réduites. Au même moment, cependant, il semble que le système de primes différentielles ait été quelque peu élargi. De plus, l'accroissement des « prérogatives des directeurs » et des « stimulants matériels », non seulement pour les ouvriers mais aussi pour la couche supérieure des bureaucratiques, a tendance à compenser la limitation dans la différenciation des salaires. L'accumulation de biens de consommation

tion durables, frisant l'accumulation de fortunes personnelles (par exemple, les maisons), a également connu une forte augmentation. Un bilan de tous ces changements montrerait probablement le maintien du statu quo dans le domaine de l'inégalité sociale, tous les échelons ayant amélioré leurs revenus à la suite de l'augmentation générale du niveau de vie de la société soviétique.

Ce qui est la vérité, c'est que déjà du temps de Staline, la bureaucratie en tant que couche sociale privilégiée avait institutionnalisé la plupart de ses privilèges, à savoir qu'elle était devenue une caste sociale. Elle est demeurée une caste sociale privilégiée à l'époque de Khrouchtchev.

Du vivant de Staline, les dirigeants chinois n'ont jamais proféré le moindre mot sur l'accroissement des inégalités sociales en Union Soviétique. Pendant dix ans passés sous la domination des épigones de Staline, ils sont demeurés silencieux à ce sujet. Maintenant, après avoir soudainement découvert que de semblables inégalités existent en Union soviétique, ils se mettent à parler de restauration du capitalisme, et caractérisent la bureaucratie comme « la principale composante aujourd'hui de la bourgeoisie de l'Union Soviétique », « la clique révisionniste khrouchtchevienne » comme « les représentants politiques de la bourgeoisie soviétique ». Cet extrémisme du langage correspond à des besoins précis que les dirigeants chinois éprouvent à l'heure actuelle.

Une thèse peu sérieuse et dangereuse

En outre, comme les dirigeants yougoslaves, avant eux, au cours de la période 1949-53, les dirigeants chinois jugent nécessaire d'expliquer aux masses de leur pays d'une manière aisément saisissable pourquoi ils se trouvent impliqués dans une lutte amère contre le Krouchtchev. La théorie marxiste de la bureaucratie soviétique, développée par Trotsky, leur semble beaucoup trop compliquée et élaborée. Ils trouvent plus facile d'expliquer que Khrouchtchev est en train de restaurer le capitalisme, tout comme Djilas et Kerdelj au début des années 1950 « expliquaient » que Staline avait introduit « le capitalisme d'Etat » en Union Soviétique. La difficulté essentielle avec cette théorie apparemment simple réside dans son inexactitude. Ses défenseurs s'empêchent dans des contradictions que même les explications les plus compliquées ne peuvent démêler.

Quelques années après avoir découvert le « capitalisme d'Etat » en Union Soviétique les leaders yougoslaves se découvrent soudain sollicités par les dirigeants de ce « capitalisme d'Etat » soviétique, acquis à leurs idées. Et les dirigeants chinois, tandis qu'ils accusent « Khrouchtchev et sa clique » de chercher la restauration du capitalisme ; expriment toujours leur désir de parvenir à des accords unanimes à une conférence internationale avec eux !

Du point de vue théorique, livrer une guerre sans merci à la théorie de la « voie pacifique du capitalisme au socialisme » et soutenir au même moment, la théorie de la possibilité d'une voie pacifique du socialisme au capitalisme, est d'une in-

Ils jugent nécessaire de fournir une explication théorique pour ce qui, à n'en pas douter, apparaît à des dizaines de milliers de communistes chinois, comme une monstrueuse dégénérescence. Comment les gens responsables d'une telle dégénérescence peuvent-ils être considérés comme étant encore en liaison, même lointaine, avec la classe ouvrière ? Ce problème n'est nullement nouveau pour le mouvement trotskyste, qui s'est constitué sur la base d'une appréciation approfondie de toutes les manifestations de dégénérescence bureaucratique. Il n'a cessé de s'opposer aux révolutionnaires qui découvriraient soudain les crimes effroyables perpétrés par la bureaucratie soviétique contre les intérêts du socialisme, du prolétariat soviétique et du mouvement ouvrier international. Sous le choc de leur rencontre inopinée avec la vérité, des cadres communistes ont souvent perdu l'équilibre concluant que l'Etat soviétique et sa direction devaient être nécessairement bourgeois (capitalisme d'Etat). Mais l'expérience n'a cessé de révéler que l'Etat soviétique et sa bureaucratie avaient une nature contradictoire. La bureaucratie est responsable non seulement de l'exécution des crimes monstrueux, mais aussi de la défense de la propriété nationalisée, fût-ce avec ses propres méthodes. Seule, l'analyse trotskyste du caractère contradictoire de la caste bureaucratique qui s'est développée dans le premier état ouvrier à pleinement rendu compte de cette évolution complexe.

consistance totale.

Et si Khrouchtchev est en train de restaurer le capitalisme en Union Soviétique, qu'advient-il de la nature de classe des partis communistes qui continuent de suivre la ligne khrouchtchevienne dans de nombreux pays ?

Il devrait sauter aux yeux qu'il est impossible d'adopter sérieusement la théorie selon laquelle le capitalisme est en train d'être restauré en Union Soviétique sans perdre toute faculté d'apprécier correctement, et par voie de conséquence, d'intervenir judicieusement dans un grand nombre d'événements importants du monde d'aujourd'hui.

C'est la raison pour laquelle il est probable que comme ce fut le cas des dirigeants yougoslaves avant eux, les dirigeants chinois n'iront pas jusqu'au bout de la théorie selon laquelle l'Union Soviétique est « capitaliste ».

En tout cas, ceux qui sont pour un soutien à la fois de l'Union Soviétique et de la République Populaire de Chine, contre l'impérialisme doivent souligner la nature de classe fondamentalement identique de ces deux pays. C'est cette position qui constitue la base objective d'une alliance militaire sino-soviétique qu'il est dans les intérêts de la classe ouvrière internationale de sauvegarder contre l'impérialisme.

Khrouchtchev n'y contribue guère pour sa part, en établissant un parallèle calomnieux entre Mao-Tse-Tung et Hitler, et en offrant une aide militaire importante à la bourgeoisie indienne contre l'Etat ouvrier chinois.

E. GERMAIN

LES LIVRES . LES LIVRES . LES LIVRES . LES LIVRES

La Révolution permanente

de Léon TROTSKY (1)

Une analyse de cet ouvrage fondamental qui vient de paraître en livre de poche est impossible en quelques lignes. Disons simplement qu'il n'est maintenant pas permis d'ignorer ce texte sous peine de ne rien comprendre à la révolution coloniale et au conflit sino-soviétique. De tous les révolutionnaires marxistes, Trotsky est certainement celui qui a su le plus profondément établir des pronostics historiques et prévoir les échéances lointaines d'une stratégie politique donnée. Il suffit pour s'en convaincre de lire les textes qu'il écrit en 1906 (abondamment cités dans l'ouvrage) sur la façon dont devait se dérouler la révolution russe, ou bien les articles sur l'Espagne publiés en annexe, ou enfin l'extraordinaire critique des « Conquérants » d'André Malraux ou au moyen d'une analyse littéraire et politique très serrée de cet ouvrage qu'il qualifie de « remarquable ». Trotsky décèle chez son auteur la précarité de sa liaison avec le mouvement révolutionnaire.

(1) N.R.F. collection « Idées ».

Le lecteur sera surpris de l'actualité de ce texte relativement ancien (il s'agit d'une polémique de 1928 avec Radek) : sur la base de l'expérience de la Révolution russe Trotsky établit plusieurs principes dont la meilleure illustration sera fournie par le développement des révolutions chinoise, cubaine et algérienne.

L.C.

Histoire du parti communiste français

de Jacques FAUVET (2)

Après Ferrat et Walter, M. Fauvet, rédacteur en chef du « Monde » vient de publier le premier tome d'une « Histoire du Parti communiste français ». L'auteur est un journaliste bourgeois, intelligent et bien informé. On est donc quelque peu étonné qu'il nous donne un ouvrage si sommaire, s'appuyant, au surplus, sur une documentation insuffisante. Il se contente le plus souvent, de citations extraites de Thorez ou d'ouvrages connus. Peu de références directes à la presse communiste et moins encore aux publications intérieures du parti que, visiblement, il n'a pas pris la peine de dé-

pouiller. Bien sûr ce livre pourra rendre des services à qui connaît peu l'histoire du P.C. En effet, il n'est pas indifférent de connaître, par exemple, les tendances qui s'affrontaient à la veille du Congrès de Tours ou de savoir que, pour ne pas se couper des radicaux, le P.C. a toujours refusé de laisser introduire les nationalisations dans le programme du Front populaire. Mais un militant révolutionnaire demande autre chose et ne saurait se satisfaire de cette « Histoire », écrite de l'extérieur et qui ne peut rendre compte des divers tournants du P.C. et encore moins les expliquer.

Pour l'auteur, l'histoire du P.C., de Tours à la guerre, se compose de deux parties distinctes. Jusqu'à 1930, série de « crises internes, d'actions violentes, d'épurations répétées » puis, à partir de 1930, un parti communiste organisé et discipliné, fidèle, en toutes circonstances à l'Internationale. Mais l'auteur n'a pas vu, ou n'a pas voulu voir qu'il n'y eut pas seulement l'opposition des réformistes, cramponnés aux « traditions du socialisme français » et des « joyeux anarchistes », journalistes bourgeois sans aucun contact avec la classe ouvrière, les uns et les autres refusant d'appliquer les 21 conditions, même si la plupart d'entre eux les avaient, comme Frossard, acceptées du bout des lèvres. Il y eut aussi des opposants de gauche, qu'ignore M.

Fauvet, qui, eux, ne s'élevaient ni contre le centralisme démocratique ni contre la discipline nécessaire des partis nationaux vis-à-vis de l'Internationale mais qui, au sein de cette Internationale, luttèrent contre la bureaucratie stalinienne qui, par ses mots d'ordre, devait mener la classe ouvrière à la défaite. Et le Parti n'aurait-il pas connu de crises après 1930 ?

A aucun moment l'auteur ne fait allusion à la néfaste théorie du « socialisme dans un seul pays ». Comment pourrait-il expliquer les défaites successives des prolétariats chinois, allemand et espagnol et les zigzags du P.C. français, allant de l'opportunisme à l'ultra-gauchisme, avant de sombrer dans la défense de la patrie et le « Front des Français » ? Bien sûr, M. Fauvet n'est pas communiste mais il aurait pu comprendre que la politique de l'Internationale ne visait pas seulement à détruire le précaire équilibre entre les divers impérialismes européens.

De plus, M. Fauvet n'a écrit qu'une histoire « des sommets » et, comme le fait justement remarquer un rédacteur de l'« Express », la classe ouvrière est absente de son ouvrage. Pour lui, c'est très simple : « à partir de 1930, un homme est apparu, Maurice Thorez, qui patiemment a édifié un parti digne de ce nom... ».

(2) Fayard.